

23 mai 2023

Mozambique LNG

Évaluation des droits humains effectuée par le Dr Jean-Christophe Rufin

PLAN D'ACTION

1/ Introduction

Au nom de Mozambique LNG, TotalEnergies a confié au Dr. Jean-Christophe Rufin, expert reconnu dans le domaine de l'action humanitaire et des droits humains, une mission indépendante pour évaluer la situation humanitaire dans la province de Cabo Delgado, en particulier dans les districts de Palma et Mocímboa da Praia, pour évaluer les actions menées par Mozambique LNG à cet égard et pour recommander toute action supplémentaire à mettre en œuvre par Mozambique LNG.

Le Dr. Jean-Christophe Rufin a été choisi pour réaliser cette évaluation en raison de sa vaste expérience dans le domaine de l'action humanitaire et des droits humains. Médecin, engagé dans le mouvement humanitaire depuis 1977, il a effectué de nombreuses missions de terrain (Nicaragua, Érythrée, Soudan, Philippines). Il a dirigé plusieurs grandes organisations de solidarité internationale. Diplomate, Il fut également attaché culturel et de coopération au Brésil puis Ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie (2007-2010). Ecrivain, il a été lauréat du prix Goncourt en 2001.

Le Dr. Jean-Christophe Rufin a effectué sa mission entre janvier et mars 2023. Il a effectué trois visites dans la partie nord de Cabo Delgado, dans les régions d'Afungi, Palma, Mocímboa da Praia et Pemba. Il a eu l'occasion de se déplacer librement et d'échanger avec diverses parties prenantes, en particulier les communautés locales à Afungi et dans les environs, les ONG et les représentants du gouvernement.

Ce document vise à donner une vue d'ensemble des recommandations formulées par M. Jean-Christophe Rufin et à décrire le plan d'action que doit mettre en œuvre Mozambique LNG pour donner suite à ces recommandations et améliorer la situation socio-économique et la situation des droits humains dans la zone du projet.

2/ Recommandations du rapport de Jean-Christophe Rufin

Le rapport contient 13 recommandations qui peuvent être résumées comme suit :

- **Accroître l'implication des partenaires de Mozambique LNG dans le programme socio-économique** et communiquer systématiquement sur toutes les actions sous le nom de Mozambique LNG
- **Définir une stratégie globale et cohérente pour le programme de développement socio-économique de Mozambique LNG**, avec une définition claire des objectifs et de la couverture géographique ; étendre la couverture du programme pour éviter de créer

un écart excessif entre la zone d'Afungi et les zones environnantes ; assurer une meilleure coordination avec les activités menées par d'autres parties telles que les agences des Nations Unies, les ONG et le gouvernement du Mozambique.

- **Nommer un personne de haut niveau en charge du programme socio-économique de Mozambique LNG**, avec une solide expérience des questions de développement et la capacité d'interagir avec d'autres acteurs (ONU, ONG, agences nationales de coopération).
- **Établir un budget pluriannuel** pour le programme socio-économique Mozambique LNG.
- **Anticiper les implications de la migration induite** qui sera créée par la levée de la Force Majeure et le redémarrage de l'activité du projet.
- **Réaliser un audit du processus de réinstallation** (processus d'obtention du consentement des personnes, information, communication des accords d'indemnisation, recours...).
- **Mettre à jour les inventaires des actifs** en cas de retard prolongé entre les inventaires et le paiement des indemnités.
- **Accélérer le paiement des indemnisations** pour les personnes impactées par les activités du projet.
- **Accélérer la réinstallation à Quitunda des familles** vivant encore dans le village de Quitupo et améliorer leurs conditions de vie dans l'intervalle. Assurer l'accès à l'énergie dans le village de Quitunda.
- **Revoir les mécanismes utilisés pour compenser la perte de terres.**
- **Faciliter l'accès des pêcheurs impactés aux zones de pêche** : agrandir les zones de pêche accessibles ; fournir aux pêcheurs des moyens de transport autonomes et individuels.
- **Améliorer les conditions de vie des communautés autour de Quitunda**, afin de réduire la disparité des conditions de vie entre les habitants de Quitunda et les communautés voisines.
- **Redéfinir la relation entre Mozambique LNG et les forces de sécurité publique mozambicaines.**
- **Evaluer la mise en œuvre de ces recommandations.**

3/ Plan d'action

Pour répondre aux recommandations ci-dessus, le plan d'action suivant sera mis en œuvre :

Programme de développement socio-économique du GNL au Mozambique

- Veiller à ce que toutes les **communications** sur les activités socio-économiques se fassent sous le nom de Mozambique LNG.
- **Établir une entité dédiée, structurée en tant que Fondation**, pour mettre en œuvre le programme de développement socio-économique de Mozambique LNG, sous la bannière « Pamoja Tunawesa ». Cette fondation aura une couverture géographique étendue, garantissant que le projet Mozambique LNG aura un impact positif non seulement dans les districts du nord, mais également dans toute la région de Cabo Delgado.

- Approuver **un budget pluriannuel de développement socio-économique** avec un engagement global de 200 MUSD à allouer à la Fondation.
- Recruter **un professionnel senior reconnu** dans le domaine du développement socio-économique pour diriger cette Fondation, coordonner la mise en œuvre des programmes et développer les relations et la coopération avec les organisations internationales de développement et les ONG. Dans un premier temps et pendant une période initiale de 3 mois, cette personne définira la stratégie et la feuille de route de la Fondation et mettra en place son organisation.
- Assurer **la dotation en personnel adéquate de la Fondation**, basée sur l'équipe socio-économique existante de Mozambique LNG et sur des recrutements supplémentaires si nécessaire.
- Mettre en place **un conseil de surveillance** de la Fondation, composé à la fois de représentants de Mozambique LNG et de personnalités de la société civile.
- Recruter **des agents de liaison avec les communautés** provenant de toutes les communautés affectées par le projet.

Programme d'indemnisation et de réinstallation de Mozambique LNG

• **Réinstallation des résidents de Quitupo :**

- Achever la construction de toutes les maisons de Quitunda pour assurer la réinstallation de toutes les familles encore installées dans le village de Quitupo.
- Accès à l'énergie : équiper toutes les maisons de Quitunda avec des systèmes d'énergie solaire PV.
- Réaliser la revégétalisation du village de Quitunda.
- Améliorer les moyens de subsistance des personnes vivant encore à Quitupo jusqu'à leur réinstallation à Quitunda, grâce à un soutien alimentaire et à l'entretien des maisons (l'aide à l'entretien des maisons étant fournie, après accord avec les familles affectées, soit en nature, soit en espèces soit par virement bancaire).
- Intégrer la zone de Patacua (zone actuellement englobée dans le DUAT au sud de Quitunda) dans la zone de Quitunda permettant ainsi de doubler la zone de la communauté collective de Quitunda et d'éviter le déplacement de 42 familles à Patacua et d'améliorer leur niveau de vie là où elles se trouvent.
- Agrandir le cimetière de Quitunda conformément à la demande des communautés locales.

Inventaire des actifs et processus d'indemnisation :

- Mettre en place une équipe dédiée pour localiser toutes les personnes affectées par le projet et ayant droit à une indemnisation et qui n'ont pas encore été indemnisées en raison de la situation de force majeure.
- Mobiliser à Palma une task force composé de représentants des ministères concernés (justice, intérieur, finances) pour s'assurer que toutes les personnes concernées reçoivent d'ici juillet 2023 les documents pertinents (carte d'identité, certificat de naissance, numéro fiscal) requis pour permettre le paiement de leur indemnisation au titre du Plan de réinstallation.
- Pour toutes les familles qui n'ont pas signé leur accord d'indemnisation avant la Force Majeure, proposer systématiquement de mettre à jour les inventaires des biens pour s'assurer que les accords d'indemnisation reflètent la situation actuelle.
- Traduire les accords d'indemnisation en kiswahili (ou autre langue locale parlée par la famille affectée qui signe l'accord).
- Inclure une description du processus de règlement des griefs/différends dans les accords d'indemnisation.
- Remettre une copie des accords d'indemnisation aux familles affectées au moins une semaine avant la signature. Veiller à ce que les accords d'indemnisation soient signés dans un lieu garantissant la confidentialité.
- Veiller à ce que le paiement des indemnisations par Mozambique LNG soit effectué dans les 15 jours suivant la date à laquelle la famille affectée a signé son accord d'indemnisation et fourni son numéro de compte bancaire.
- Réaliser un audit du processus d'indemnisation.

Appui aux moyens de subsistance :

- Soutenir les pêcheurs réinstallés à Quitunda en (1) leur fournissant des moyens de transport individuels pour leur permettre d'atteindre les zones de pêche et (2) en améliorant l'accès aux infrastructures d'accès aux zones de pêche.
- Mettre à la disposition des communautés affectées la partie du DUAT qui n'est pas utilisée à des fins industrielles (environ 2 000 hectares situés en dehors de la zone clôturée) pour la pratique de l'agriculture.

Appui aux villages voisins :

- Mettre en œuvre un programme d'amélioration pour toutes les communautés situées près d'Afungi, afin de réduire les disparités avec Quitunda: éclairage public solaire, puits d'eau, réhabilitation des routes et des écoles.

Relation avec le gouvernement mozambicain

Le rapport constate que la situation sécuritaire dans le nord du Cabo Delgado a évolué positivement au cours de l'année 2022 et préconise de revoir à cette aune le cadre des relations entre Mozambique LNG et les Forces Armées Mozambicaines. Mozambique LNG a engagé le dialogue avec les autorités à cette fin.

Evaluation

Une mission de suivi de la mise en œuvre de ce plan d'actions sera menée par Jean-Christophe Rufin.